

## MESSAGE DE LA MINISTRE

À titre de ministre du Développement international et de la Francophonie, j'ai le plaisir de déposer le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada* pour 2015-2016.

Conformément à la *Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, nos actions ont contribué à la réduction de la pauvreté, elles tiennent compte des points de vue des personnes et pays pauvres et elles sont alignées sur les normes internationales en matière de droits de la personne.

Le mandat qui m'a été confié par le premier ministre a débuté en cours d'année, soit le 4 novembre 2015. Il consiste à recentrer l'aide internationale sur les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et sur les États fragiles. Il prévoit aussi une révision des politiques à la suite d'une large consultation à l'échelle canadienne et internationale.

Avant d'entreprendre les consultations publiques (2016-2017), je me suis assurée que le dialogue avec l'ensemble de nos interlocuteurs soit renoué. Ainsi, de nombreuses rencontres ont été tenues avec les grands donateurs, les organisations d'aide humanitaire et de développement canadiennes et internationales et, bien évidemment, avec les pays partenaires directement.

Au terme de cette première étape de consultation, il était déjà évident que les femmes et les filles seraient au cœur des nouvelles politiques de développement international du Canada. Cette décision a été prise non seulement parce qu'elles sont souvent les premières à être affectées par la pauvreté, les conflits et les changements climatiques, mais aussi et surtout parce qu'elles présentent un immense potentiel de développement et de paix. C'est parce qu'il a été démontré que, lorsqu'on donne aux filles et aux femmes les moyens de développer leur plein potentiel, elles provoquent des changements positifs et durables au sein de leur famille, de leur communauté et, collectivement, de leur pays.

C'est pourquoi je me suis engagée à faire en sorte que le Canada prenne une place de leader sur les questions relatives au renforcement de l'indépendance socio-économique des femmes, la défense de leurs droits, notamment à l'égard des services de santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les mariages précoces et forcés et l'éducation. Pour ce faire, nos équipes veillent à ce que les femmes soient des partenaires, et non plus seulement des bénéficiaires. Elles seront dorénavant consultées, elles prendront part aux décisions et elles participeront activement à la réalisation de chacun de nos projets.

Deux grands engagements ont aussi marqué l'année. D'une part, lors de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (aussi appelée COP21) qui s'est tenue à Paris, le premier ministre Justin Trudeau a fait l'annonce d'un engagement de 2,65 milliards de dollars dédiés à aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques.

D'autre part, avec mes collègues, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale, nous avons convenu d'une stratégie d'action concertée pour faire face à la crise qui fait rage en Syrie et au Moyen-Orient. Pour l'assistance humanitaire et l'aide au développement seulement, c'est 1,1 milliard de dollars qui ont été, pour la première fois, engagés pour une période de trois ans. Cet engagement innovateur pluriannuel était très attendu par nos partenaires humanitaires, désireux de

mieux planifier leurs interventions dans un contexte de crise prolongée. À cela, et à cette approche interministérielle, s'ajoute l'accueil de 25 000 réfugiés syriens en sol canadien. Ces trois décisions majeures ont significativement contribué à marquer le retour du Canada sur la scène internationale.

En plus de ces nouveaux engagements considérables, le Canada continue

d'atteindre d'importants résultats grâce à notre aide au développement officielle. En 2015-2016, le Canada a investi 4,82 milliards de dollars pour aider les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables; améliorer la santé des femmes et des filles, incluant dorénavant la santé reproductive et sexuelle, et les droits qui s'y rattachent; favoriser une croissance économique durable; accroître la sécurité alimentaire; et promouvoir la démocratie. Ce rapport donne un résumé des initiatives de 17 ministères et organismes gouvernementaux canadiens qui ont collaboré avec plus de 320 partenaires canadiens et de nombreuses organisations internationales pour atteindre des résultats importants dont tous les Canadiens peuvent être fiers.

En complément de l'Examen de l'aide internationale, une stratégie d'action pour la Francophonie est aussi en train de prendre forme. Celle-ci est principalement guidée par les deux grands enjeux auxquels fait actuellement face l'Afrique, soit l'explosion démographique et les changements climatiques. Tous deux, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, ajouteront des pressions significatives à la paix et à la sécurité du continent et du monde tout entier.

Enfin, le renforcement de la lutte contre les épidémies et maladies infectieuses qui touchent particulièrement les populations les plus vulnérables, ainsi que l'élaboration d'un mécanisme innovant pour le financement du développement sont autant de sillons creusés à la fin de cet exercice 2015-2016 qui viendront soutenir le déploiement des nouvelles politiques au cours des prochaines années.

Les défis sont de taille, mais la compétence et le dévouement de mon équipe le sont tout autant. C'est donc avec espoir et détermination que nous poursuivrons le travail afin que l'aide apportée par les Canadiennes et les Canadiens ait le plus d'effet possible sur la qualité de vie des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment des femmes et des filles.



**L'honorable Marie-Claude Bibeau, C.P., députée**  
Ministre du Développement international et de la Francophonie

